

Publié le 31 août 2018

## La rentrée scolaire : une fabrique de petits citoyens ?

***Depuis ses origines, l'école républicaine française s'est fixé une priorité : éduquer les petits Français, afin d'en faire de bons républicains. Un but qui l'emporte de plus en plus sur sa mission d'instruction...***

C'est la rentrée ! Dès lundi, vos enfants, comme des millions de petits Français, vont reprendre le chemin de l'école. C'est-à-dire qu'ils vont se soumettre, une année de plus, à l'autorité d'une énorme machine administrative, l'Éducation Nationale, respectant en cela le vœu du comte de La Chalotais, auteur en 1763 d'un *Essai d'Éducation Nationale* qui fit grand bruit et inspira l'œuvre révolutionnaire : «Je prétends revendiquer pour la Nation une éducation qui ne dépende que de l'État, parce qu'elle lui appartient essentiellement ; parce que toute Nation a un droit inaliénable et imprescriptible d'instruire ses membres ; parce qu'enfin les enfants de l'État doivent être instruits par l'État». Le propos visait bien sûr la concurrence de l'Église, qui tenait le «primaire» avec les Frères des écoles chrétiennes, et le «secondaire» avec les Jésuites – chassés l'année suivante – et les Oratoriens. Nos enfants appartiendraient donc à l'État, et lui seul aurait le droit de les éduquer ?

### Fabriquer des républicains

Mais pour leur apprendre quoi ? La loi à cet égard est claire : «La Nation fixe comme mission première à l'école de faire partager aux élèves les valeurs de la République. Le droit à l'éducation est garanti à chacun afin de lui permettre [...] d'exercer sa citoyenneté» (Loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'École du 23 avril 2005, art. 2). Le premier objectif de l'Éducation Nationale est de fabriquer des républicains, et tout enseignement disciplinaire est soumis à cet impératif. Il ne s'agit pas tant de leur apprendre à bien lire, à bien compter, à bien raisonner, à bien connaître l'Histoire et la Géographie, que de leur mettre en tête des réflexes «républicains». Rien d'étonnant donc, rien d'inquiétant même, si la France s'effondre dans le classement PISA<sup>1</sup> (34<sup>e</sup> sur 50 en 2016) : c'est très secondaire par rapport au fait que, le moment venu, les Français soient capables de «sursauts républicains».

Faire des républicains, telle est bien, en effet, la mission qui a été assignée dès l'origine à l'École publique. Rappelons les faits. En 1848, la II<sup>e</sup> République établit, pour la première fois en France, le suffrage universel (masculin). Résultat : un «tsunami» bonapartiste (75 % au premier tour) !

---

1 - Le Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves (*Programme for International Student Assessment*) est un ensemble d'études menées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) visant à mesurer les performances des systèmes éducatifs des pays membres et non membres. Les enquêtes sont menées tous les trois ans auprès de jeunes de 15 ans dans les 34 pays membres de l'OCDE ainsi que dans de nombreux pays partenaires. Elles aboutissent au «classement PISA». La première a été menée en 2000 ; la dernière a été menée en 2015 et publiée en décembre 2016.

Le Républicain Jean Macé enrage : «Avant d'instituer le suffrage universel, il aurait fallu trente ans d'instruction obligatoire». C'est dans cet objectif qu'il crée la Ligue de l'Enseignement (1866).

Les républicains profitent de la défaite face à l'Allemagne pour réaliser un coup d'État le 4 septembre 1870, alors même que le corps électoral venait de plébisciter l'empereur (83 % de «oui» au référendum du 8 mai). Des élections législatives sont organisées, au suffrage universel. Las ! Le cauchemar recommence, les monarchistes obtenant 61 % des voix.

## L'école, temple d'une nouvelle religion

Les élections de 1877 donnent la majorité en sièges aux républicains, pourtant minoritaires en voix. C'est le moment ! Les lois Ferry mettent en place l'enseignement public gratuit et obligatoire (1881), alors même que commence une virulente campagne de persécution contre l'Église, jugée responsable des précédents déboires : « La République est perdue si l'État ne se débarrasse pas de l'Église », lance le Ministre. Le Ministère de l'Instruction publique (nom d'avant 1932) est alors organisé comme un État dans l'État, marqué par l'influence au long cours de Ferdinand Buisson (le maître à penser de Vincent Peillon, qui lui consacra sa thèse). Celui-ci est en effet directeur de l'enseignement primaire de 1879 à 1896, professeur de pédagogie à la Sorbonne (1890) et président de la commission parlementaire chargée d'écrire la loi de 1905 de séparation de l'Église et de l'État.

Il envisage la République laïque comme une nouvelle religion, dont l'École serait le temple et l'enseignant le prêtre. L'École doit faire, de gré ou de force, de tous les petits Français, quelle que soit leur origine géographique, sociale, religieuse, politique, des républicains. Et ce par l'opération du saint esprit laïque : «C'est bien une nouvelle naissance, une *transsubstantiation* qui opère dans l'école et par l'école, cette nouvelle Église, avec son nouveau clergé, sa nouvelle liturgie, ses nouvelles tables de la Loi<sup>2</sup>.» Cela dans un combat jamais fini contre l'Église : «Toute l'opération consiste bien, avec la foi laïque, à changer la nature même de la religion, de Dieu, du Christ, et à terrasser définitivement l'Église. [...] Déisme humain, humanisation de Jésus, religion sans dogme ni autorité ni Église, toute l'opération de la laïcité consiste à ne pas abandonner l'idéal, l'infini, la justice et l'amour, le divin, mais à les reconduire dans le fini sous l'espèce d'une exigence et d'une tâche à la fois intellectuelles, morales et politiques<sup>3</sup>.»

Véritable catéchisme des «vertus chrétiennes devenues folles», la morale républicaine, telle que l'enseignent ces nouveaux clercs, est aujourd'hui la liberté de penser qu'il n'y a ni homme ni femme, ni Français ni étrangers, que le mâle blanc a une poutre dans l'œil, que la France est pécheresse et qu'elle doit se racheter, qu'il faut s'aimer les uns les autres dans le «vivre ensemble» tout en luttant contre ses «phobies»... Pas besoin, pour gober cela, de savoir lire, écrire ou compter.

Parents, vos enfants ne savent rien ? Soyez tranquilles, ce n'est pas un problème ! Bonne rentrée !

Jean-François Chemain

Retrouvez cet article sur [srp-presse.fr](http://srp-presse.fr)

---

2 - Vincent PEILLON, *La Révolution française n'est pas terminée*, Seuil, 2008, p. 17.

3 - *Id.*, *Une religion pour la République : la foi laïque de Ferdinand Buisson*, Seuil, 2011, p. 277.